



# L'ARS dans l'Ain

## Une cohérence régionale

« Face à une pathologie inconnue, les acteurs ont su s'adapter, trouver des solutions ingénieuses » explique **Catherine Malbos**, directrice départementale de l'ARS dans l'Ain.



Face à une crise où le sanitaire jouait les premiers rôles, l'ARS et sa délégation territoriale de l'Ain ont été sur les devants de la scène pour assurer un pilotage le plus proche possible du terrain.

INTERVIEW **CHRISTOPHE MILAZZO**

### Comment l'ARS a-t-elle piloté la crise dans l'Ain ?

Une cellule de crise régionale a été activée dès les premiers jours. En face, la cellule départementale a fonctionné 7 jours sur 7 avec trois missions : coordonner la mise en œuvre des orientations nationales et régionales, être un interlocuteur pour les acteurs départementaux et diffuser les informations. Nous participions aux deux réunions quotidiennes du comité opérationnel de crise, présidé par le Préfet.

### Y avait-il une marge de manœuvre départementale ?

La politique de santé est nationale, pilotée au niveau régional. La différence peut porter sur la façon de travailler avec des acteurs locaux mais il est important d'avoir une cohérence régionale.

### Le sujet des masques a été sensible !

Santé publique France organisait avec l'ARS leur diffusion selon les stocks et les priorités. Dans l'Ain, les établissements sanitaires supports des groupements hospitaliers de territoire recevaient les stocks et organisaient la distribution, en lien avec nous.

### Certains se sont sentis abandonnés...

Pour l'aide à domicile, la livraison était, au départ, prévue via les phar-

macies. Il y a eu des difficultés qu'il ne faut pas nier. L'ARS a prélevé sur ses stocks pour les orienter vers le Conseil départemental à destination des SAAD. En mars, il fallait amorcer les circuits de diffusion. Ça a pu paraître long mais je ne sais pas si on aurait pu faire différemment.

### Comment s'est passée la hausse des capacités en réanimation ?

Nous sommes passés de 12 à 24 lits à Fleyriat et de 10 à 14 lits à Convert, occupés à 90 % au plus fort de la crise. Nous avons travaillé avec les autres hôpitaux aindinois pour que des patients puissent y aller après un épisode grave et soulager les autres structures.

### Outre l'hôpital, où se sont tournés les patients ?

Beaucoup ont été pris en charge en médecine de ville. Deux centres Covid à Bellegarde et Gex ont permis à des populations sans médecin traitant d'être suivies. La démographie médicale ne nous a pas pénalisés. Les gens ont limité leur accès aux soins, les professionnels de ville ont eu une activité réduite et la téléconsultation a connu un essor extraordinaire.

### Quel a été le point le plus difficile ?

La ressource en soignants dans les Ehpad. Nous faisons régulièrement le point avec eux sur leurs besoins pour faciliter la recherche de renforts et mettre en lien, à travers une plateforme, les volontaires et les établissements. ■



Source : Santé publique France

## Mobilisés pour dépister

Piloté par l'ARS et le Conseil départemental, le dépistage a démarré par les 17 Ehpad les plus touchés avant d'être élargi. Au 8 juillet, 25 laboratoires pratiquent des tests dans l'Ain. Fin avril, pour soutenir le dépistage, le Conseil départemental a mobilisé son laboratoire d'analyse, spécialisé sur la santé animale et la lutte contre les épizooties. Il met son équipement,

son personnel, son expertise en biologie moléculaire et recherche de virus en partie au service de la lutte contre le Covid. Une fois les prélèvements effectués et rendus anonymes par un laboratoire d'analyse privé, le laboratoire départemental analyse les échantillons et envoie les résultats au laboratoire d'origine qui informe les patients. Jusqu'à 350 écouvillons peuvent être traités par jour. ■

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF...

### Numéros verts...

Les services d'écoute téléphonique « spécial Covid » ont foisonné. Les initiatives locales n'ont pas manqué : par l'APAJH pour les personnes handicapées, par le CHRS La Parenthèse pour les femmes victimes de violence... et par beaucoup d'associations pour leurs salariés ou leurs bénéficiaires.

### Echo santé mentale

Le CPA a mis en place une ligne téléphonique ouverte à toute personne en souffrance psychologique. Écho santé mentale a reçu une cinquantaine d'appels le premier mois. Certains appelants faisaient part de leur inquiétude du fait de la fermeture des hôpitaux de jour et centres d'aide à temps partiel. D'autres exprimaient de très fortes angoisses liées au confinement et à l'incertitude de l'avenir. Ce numéro toujours actif sera relancé en septembre, hors contexte Covid. Il est porté par la Coordination santé mentale de l'Ain. Tel. 04 74 52 24 40, echo@orsac-cpa01.fr

### + 25 % d'aide alimentaire

Au plus fort de la demande, début juin, le nombre de repas servis via l'approvisionnement des associations par la Banque alimentaire était supérieur de 25 % à la « normale », soit 9 000 repas/jour au lieu de 7 200 en mars. Une partie de la hausse s'explique par les gens du voyage « coincés » dans le Pays de Gex et à Bellegarde et l'afflux de nouvelles personnes : des jeunes (étudiants, intérimaires...), des étrangers. À l'inverse, des « habitués » sont moins ou pas venus.

### En attendant septembre

La Banque alimentaire a collecté près de 95 t de denrées par mois (10 de plus). Les associations tablent sur une nouvelle hausse des besoins en septembre, de 20 à 30 %. « Je ne suis pas inquiet pour l'approvisionnement, ça suivra. En revanche, si l'épidémie revient et que nous aurons un gros problème de collecte et de distribution » commente son président, Gilles Bollard. ■



## En chiffres

### Le bilan sanitaire

- Au 7 juillet :
- 105 décès (60 % d'hommes)
  - 629 hospitalisations
  - 108 admissions en réanimation
  - 433 retours à domicile

La situation dans les établissements sociaux et médico-sociaux (1<sup>er</sup> mars-29 juin)

- 73 établissements ont signalé un ou plusieurs cas possibles ou confirmés de Covid dans l'Ain
- 269 cas confirmés chez des résidents et 76 décès dans les établissements
- 186 cas confirmés parmi les professionnels

(Sources : Santé publique France et ARS)

### Le bilan économique

+7,3 % de chômage  
Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi est passé de 49 610 en février à 53 210 en mai après de fortes hausses en mars (+3,9 %) et avril (3,2 %).

Un impact quasi universel  
Une étude de la CCI de l'Ain publiée mi-mai souligne les conséquences de la pandémie :

- 96 % d'entreprises impactées
- Plus de la moitié connaissent une activité inférieure d'au moins 50 % à 2019.
- 75 % des chefs d'entreprise ont fait appel à au moins une mesure d'aide gouvernementale.



## Véronique Lagneau, directrice de la Cohésion sociale

# Obligation de résultats

Pour **Véronique Lagneau**, à la tête de la DCS de l'Ain depuis un an : « On ne sort pas indemne de ce genre d'épreuve qui oblige à travailler sous la pression. Nous avons su prendre la mesure de la situation, du dispositif et des instructions. Cette expérience aura des conséquences positives. »



Pour la DDCS, l'épisode Covid a été une vraie révolution. Confrontée à l'urgence, elle a dû se réorganiser et apporter des réponses pragmatiques. Elle a su jouer son rôle d'interface auprès des opérateurs, avec une conviction : préserver les plus vulnérables.

INTERVIEW ALAIN GILBERT

### Votre direction a vraiment vécu une révolution ?

Avec 41 agents (sur 45) contraints subitement au télétravail, la DDCS s'est réorganisée du jour au lendemain pour travailler autrement. Ce fut une vraie révolution interne. Nous étions déjà engagés dans cette voie avec la possibilité de télétravailler une journée par semaine ; nous allons élargir cette plage de 1 à 3 jours, mais nous tenons à garder le face-à-face, le présentiel. Les équipes ont été formidables ! Il va falloir revoir nos moyens en matériel et en liaisons.

### Et en externe ?

Nous avons appris à travailler autrement avec nos partenaires, par mail, en audio ou visioconférences. Expérience très intéressante qui oblige à plus d'écoute et nécessite une meilleure préparation, un meilleur pilotage des réunions. Nous avons pris le pli.

### Quand avez-vous constaté que cette crise sanitaire allait aussi devenir une crise sociale ?

Nous l'avons ressenti très tôt, de façon ascendante, avec les retours que nous faisaient les CCAS, la CAF ou les quartiers Politique de la ville. De façon transversale et en lien avec les associations, nous avons accentué notre vigilance à l'égard des plus vulnérables. D'où la décision rapide de renforcer le Plan Pauvreté mené avec le Conseil

départemental et d'engager des moyens financiers supplémentaires pour répondre à trois exigences de première urgence : l'alimentaire, l'hébergement et la prise en charge sanitaire.

### Le bras opérationnel de la DDCS, ce sont les associations ?

Je trouve que, malgré l'angoisse et les contraintes, la mobilisation des professionnels et des bénévoles, y compris les nouveaux, a été remarquable, à la hauteur de la crise. Tout en continuant à aller vers les plus vulnérables, nous avons pu compter sur l'engagement des associations et soutenir celles qui étaient et sont encore en difficultés. C'est un monde où il y a quelques querelles de chapelle, mais là, tout le monde a compris qu'il y avait obligation de résultat. Chacun s'est même mis à la place de l'autre. J'espère que cet esprit d'ouverture perdurera.

### Il y a eu pas mal d'initiatives, certaines "réglementaires", d'autres spontanées.

Beaucoup de moyens ont été engagés pour répondre aux besoins les plus immédiats, mais c'est vrai qu'il y a eu des initiatives, comme la création de fiches pratiques ou d'une cartographie des points d'aide alimentaire, conduites avec le Département et les associations qui forment un beau réseau dans l'Ain. ■

## Bilan partagé

Dans le bilan des actions destinées aux publics vulnérables dressé avec la DDCS, beaucoup de chiffres, mais aussi des initiatives qui perdureront. Revue de détail.

### Côté chiffres

- Distribution de 96 950 chèques service, d'une valeur nominale de 3,50 €, financés par l'État et répartis par les opérateurs de terrain

- Distribution aux professionnels et aux particuliers de 62 000 masques

- Inscription de crédits supplémentaires de presque 200 000 € à mi-juin pour maintenir à l'abri des personnes en difficulté ; il s'agit en fait de la prolongation du dispositif hivernal avec maintien des maraudes à Bourg et de 156 lits d'hébergement dans l'Ain.

- Inscription de crédits supplémentaires de 211 200 € spécialement affectés à un hébergement d'urgence en avril et mai

- Mobilisation de 125 165 € de crédits au titre de l'aide alimentaire (70 000 € de plus que l'an dernier affectés aux besoins de crise)

Au total et à mi-juin, l'État avait engagé plus de 500 000 €, somme qui devra intégrer les dépenses engagées en juillet.

### Côté initiatives

#### Cartographie

Très appréciée des opérateurs a été la création d'une carte des lieux de distribution de l'aide alimentaire dans l'Ain, avec coordonnées des organismes et horaires. Ça manquait !

#### Un centre d'hébergement spécialisé

Ouvert à l'Étoile du Matin à Jasseron, cet accueil, également appelé centre de desserrement, était destiné aux personnes issues des centres d'hébergements ou de collectifs, dont la contamination a été validée par un test, afin d'éviter la propagation du virus. Il n'a en fait accueilli qu'une vingtaine de personnes. Sa gestion a été confiée à Tremplin et la Croix-Rouge.

#### L'Ain pour l'autre, l'Ain solidaire

La DDCS et le Conseil départemental ont proposé aux associations « caritatives » cette réunion hebdomadaire pour coordonner l'aide alimentaire, faire rapidement connaître des besoins spécifiques, organiser la distribution des chèques services État, partager l'info... Ce format, très large, devrait s'installer dans la durée.

#### Coupes franches dans les bénévoles

La crise a été un révélateur du « profil bénévole » avec beaucoup de défections dans les associations (les plus de 70 ans sont restés confinés) et des inquiétudes sur la reprise de certains bénévoles retraités. Des nouveaux, plus jeunes, ont découvert le bénévolat, mais sur un temps libéré par le chômage partiel. Selon la DDCS, 326 bénévoles inscrits pour 32 missions dans 40 structures. Avec trois priorités : l'aide alimentaire, le lien social pour les personnes fragiles et isolées, la solidarité de proximité. ■



## Unité pour la jeunesse

On en a peu parlé mais **Véronique Lagneau** a su plaider leur cause et souligner la forte mobilisation de son équipe Éducation populaire et jeunesse, avec l'appui de l'Éducation nationale, dans un contexte compliqué, pour la prise en charge le mercredi, le week-end et les jours de congé des enfants prioritaires des personnels indispensables. Chiffres à l'appui :

- **mobilisation de 71 bénévoles** sur 12 points d'accueil (collèges et centres sociaux) les week-ends et mercredis. Fréquentation de 1 à 10 enfants âgés de 3 à 16 ans par accueil. Co-organisation DDCS-DSDEN.

- **suivi hebdomadaire et coordination** de 50 accueils de loisirs sans hébergement périscolaires : 300 enfants accueillis par semaine.

- **accompagnement de la DDCS** dans la mise en œuvre des différents protocoles sanitaires dans les ACM (accueils collectif de mineurs), en cohérence avec l'évolution des protocoles de l'EN.

- **coordination de la mise en place exceptionnelle** d'accueils sur le temps scolaire, pour permettre aux établissements scolaires de préparer le déconfinement : 28 accueils de loisirs municipaux ou associatifs.

- **suivi et coordination** de l'ouverture des accueils de loisirs extrascolaires pendant les vacances de printemps : 49 accueils ouverts, 300 places proposées.



Véronique Lagneau a pu compter sur le comité de direction de la DDCS et sur ses équipes contraintes au télétravail.





## Ressources humaines

# Capitaliser sur le positif

L'équipe RH de l'Adapei, dont la réorganisation s'est achevée fin janvier, a été sur le pont pendant trois mois pour trouver l'équilibre entre la préservation de l'accompagnement de 1 800 bénéficiaires et le bien-être de 1 400 salariés. Entretien avec son directeur, Cyril Saulnier.

INTERVIEW **CHRISTOPHE MILAZZO**

### Quelle était la priorité ?

Assurer la continuité de service. Les RH devaient repérer les manques et les ressources en termes de personnel. L'Adapei n'a pas eu recours au chômage partiel pour avoir des professionnels disponibles. Nous avons structuré le reporting pour savoir qui était mobilisable quasiment en temps réel, selon les besoins, les compétences et les territoires.

### Un cadre s'imposait

Il fallait une veille juridique et sociale pour s'approprier les changements et les appliquer. Il y a eu des assouplissements dans le secteur : une ordonnance a permis de placer des salariés sur une autre qualification. On pourrait se dire : « c'est la crise, je fais ce que je veux » Mais non, il reste un cadre légal !

### Avez-vous eu beaucoup de volontaires pour ces remplacements ?

9 % de nos salariés se sont mobilisés sur un autre site. Ils ont été très engagés, nous avons eu peu de refus mais nous n'avons obligé personne ! Tout s'est fait avec l'accord des salariés. On leur demandait d'être mobilisables et réactifs mais si quelqu'un ne pouvait pas, pas de problème.

### Vous trouviez toujours ?

Au plus fort de la crise, l'absentéisme était de 30 % contre 8 % en temps normal. Il y a eu recrutements externes mais pas toujours faciles, notamment pour les infirmiers.

### L'autre nouveauté, c'est le travail à distance...

Pour les salariés, il fallait un équilibre entre le temps sur site et à distance. Le télétravail a beaucoup été pratiqué au siège et dans les établissements pour le suivi à distance. Nous allons voir comment le développer et le cadrer. Je ne crois pas au tout télétravail. Nous avons besoin de nous parler, nous voir. Nous avons aussi développé la formation à distance. Pensé pour 2021, le chantier a vu le jour en deux mois ! Elle viendra en complément du présentiel.

### La crise va-t-elle laisser des traces ?

Il faut capitaliser sur le positif, sur la mobilité géographique et professionnelle. La crise a décloisonné des salariés ravis d'aller ailleurs ! Il ne s'agit pas d'envoyer les gens n'importe où mais d'adopter un réflexe : à chaque besoin, nous regarderons d'abord les ressources internes. Beaucoup ont besoin de diversité dans le travail, surtout les jeunes. Le décloisonnement a affirmé l'appartenance à l'Adapei de l'Ain. On valorise la dimension de territoire, inter-établissements. ■



## Le social, sans contact ?

Confinement et distanciation sont, a priori, l'antithèse du travail social prônant l'humain, le contact. Certaines innovations fondées sur le suivi à distance pourraient pourtant perdurer.

Peut-on accompagner des publics fragiles derrière un écran ? Voilà l'équation que doivent résoudre les professionnels du social depuis mars. Il a fallu être créatif pour poursuivre les accompagnements, rester joignable. Pour éviter le repli, beaucoup d'équipes se sont mobilisées, parfois bénévolement. La visio et les réseaux sociaux sont devenus omniprésents mais les outils traditionnels (courrier et téléphone) étaient là pour ne laisser personne de côté. Les appels de veille se sont répandus, les canaux de contact se sont diversifiés, une entraide est apparue entre acteurs. Les nouvelles pratiques ont renversé les perspectives. Dans le handicap, des professionnels d'établissements

ont pu accompagner à domicile et à distance. Une première impliquant des liens renforcés avec l'entourage, relais indispensable.

### Vers une palette plus large

Progressivement, les structures rouvrent et les rendez-vous reprennent. Certaines tâches, certains publics ou secteurs requièrent du présentiel. Mais pas question de faire table rase des apports de ces derniers mois qui ont accéléré des réflexions entamées et montré les bienfaits d'un accompagnement varié et plus proche de chacun. Le futur ne serait pas au social sans contact mais à moins de contacts physiques et plus de diversité et de complémentarité dans les approches. ■

## Associations Vigilance à l'automne

Le tissu associatif étant très divers, les effets post-Covid seront multiples. Certaines structures tablent sur la reprise à la rentrée pour s'en sortir. D'autres ont subi de plein fouet le protocole sanitaire et son coût. Animatrice du dispositif local d'accompagnement,

l'AGLCA a recensé sept structures en grande difficulté de trésorerie ayant fait appel au dispositif, soutenu par le DSESS (Dispositif de secours de l'économie sociale et solidaire), en mai et juin. « Beaucoup de petites associations jouent un grand rôle et fournissent



## Une rentrée sous tension

Les associations d'aide aux précaires ne sont pas très optimistes pour la rentrée. Parmi leurs constats et leurs craintes :

- une multiplication des états « d'effondrement personnel » et de souffrance psychique de la part de personnes qui disent déjà « ne pas savoir comment ni quand elles pourront s'en sortir ».
- l'inadaptation de leurs locaux pour accueillir les personnes et distribuer les colis, si les mesures de distanciation restent en vigueur (pour le moment, l'accueil a souvent lieu en extérieur).
- la hausse des demandes de microcrédits
- les personnes qui restent « hors radar »

## Quand le web s'emballe

L'épidémie a saturé l'espace social pendant quatre mois. Les établissements et les associations vivaient suspendus à l'arrivée puis à l'interprétation des communications officielles, que ce soit les messages d'alerte rapide sanitaire du ministère ou les communiqués de presse du gouvernement qui informaient souvent les services de l'État en même temps que les journalistes et les collectivités locales. Voici pourquoi des newsletters « spécial Covid » fort utiles ont rejoint les autoroutes du web : chaque fédération du social a collecté, digéré et retranscrit les infos « venues d'en haut » et partagé les retours « du terrain » (FAS, UNIOSS et URIOPSS, FEHAP...).

de l'emploi dans les petites communes. Mais les événements où elles trouvent des ressources ont été annulés » explique **Renaud Drouy**, directeur de l'AGLCA. Jusqu'à présent beaucoup d'associations employeuses ont puisé dans leurs réserves ou bénéficié de fonds de solidarité ou des mesures de chômage partiel. Mais le manque de ressources fait craindre des problèmes de trésorerie pour relancer l'activité à la rentrée. Pour beaucoup, octobre sera déterminant. ■





## ... D'un maire à l'autre ...



Crise sanitaire inédite et report exceptionnel de deux mois du 2<sup>e</sup> tour des élections municipales : le printemps 2020 aura été particulièrement compliqué pour les maires ! Les équipes sortantes ont dû rester en fonction jusqu'à fin mai, gérer un quotidien empli d'interrogations et de directives évolutives, et les 353 élus au 1<sup>er</sup> tour – dont 161 nouveaux – attendre juin pour s'installer.

L'AMF 01\* a apporté son précieux soutien aux communes : newsletter quotidienne relayant les multiples et nécessaires infos, commande et livraison de 450 000 masques chirurgicaux... « *Les petites et moyennes communes surtout nous ont beaucoup sollicités* » note **Françoise Bozon**, directrice de l'association.

La réouverture des écoles a beaucoup inquiété et questionné les maires. Quelle responsabilité en cas de problème ? Comment organiser les locaux, les effectifs, le nettoyage des sanitaires après chaque passage ? « *Certains maires n'ont pas pu autoriser la reprise.* »

Plus que jamais la crise a révélé le rôle, l'implication, la forte présence des élus locaux auprès des habitants. « *Beaucoup ont mis en place des visites aux personnes âgées.* »

Certaines communes avaient déjà préparé leur budget annuel, d'autres pas encore. Toutes devront gérer les dépenses supplémentaires liées à la crise.

La trêve estivale sera de courte durée : les nouvelles équipes municipales ont dû très vite mettre en place les commissions, les CCAS... et préparer la rentrée.

\* Association départementale des maires et des présidents d'intercommunalités de France

## Résidences seniors

# Danger glissements

Seule à bord, **Déborah Choin** l'aura été pendant deux mois avec des « passagers » confinés dans la résidence qu'elle dirige à Ambérieu. Avec aussi une plongée immédiate dans l'inquiétude à cause du décès Covid d'un des résidents. « *Les premières semaines ont été très compliquées. Pas de masques ni de gel ; il a fallu attendre que la Ville, la Région et la pharmacie nous en procurent. Pour tester tout le monde, y compris moi-même, je ne disposais que d'un thermomètre frontal. Plus de familles, plus de fournisseurs, moins d'intervenants extérieurs : une résidence doit appliquer sans personnel les mêmes contraintes de*

*confinement et de désinfection qu'un Ehpad.* »

Seule dans ce huis clos, Déborah a dû affronter la hantise des résidents, compter sur eux pour la fabrication de masques. Ils ont fait corps pendant qu'elle portait tout sur ses épaules, y compris les courses faites pour une quinzaine d'entre eux. Les boîtes à lettres ont été le meilleur moyen d'échanger de brefs messages avec l'intérieur et l'extérieur.

Seule, Déborah l'aura été pour mesurer les effets du Covid. Avec de l'émotion dans la voix, elle dresse un bilan des effets du confinement : « *Je constate combien les résidents en ont été impactés. Perte d'autonomie, perte de mémoire, perte de repères dans l'espace. J'ai vu apparaître et s'aggraver les glissements de ces personnes laissées à leur isolement. Ça peut aller très vite quand vous êtes très seul !* » Au terme du confinement, il a eu beaucoup de départs précipités vers des Ehpad. Mais pendant le confinement, personne n'a été infecté. Amère victoire... ■



## Autistes : « les oubliés de la société »

Mère de quatre enfants dont un jeune autiste, Clara a apprécié l'accompagnement de l'équipe éducative de l'IME Henry Lafay, tout en soulignant les difficultés initiales : « *C'était très compliqué au début, il n'y avait pas de décisions gouvernementales, l'autisme a été oublié !* »

L'IME « à la maison » via les mails avec l'éducateur et l'enseignante référents, complété par des échanges WhatsApp avec les divers intervenants, a même été un révélateur : « *J'ai pris conscience de l'importance du travail fait à l'IME, des rythmes, des outils, alors que j'étais contre les pictos par*

*exemple mais je les ai mis en place, ça fonctionne. J'ai découvert que Logan adore les maths. J'ai vu mon fils autrement.* » À la rentrée prochaine, pourquoi ne pas poursuivre ce même « IME à la maison » un jour par semaine afin de libérer une plage horaire pour une famille en attente ?

Si au final, le confinement a eu du bon pour Clara et Logan, il n'en va pas de même pour tous : « *Des parents n'ont pas accepté le confinement. C'était très difficile à gérer pour ceux qui travaillaient, qui ont dû faire appel à des aides, aux plateformes de répit... Il y a des cas extrêmes qui m'ont mis les larmes aux yeux !* » ■

## Assistants maternels Confinés mais mobilisés

Tenus, selon les directives gouvernementales, de continuer si possible à accueillir les enfants pour répondre aux besoins des familles, les assistants maternels ont réagi avec faculté d'adaptation et initiatives mais non sans inquiétudes et interrogations.

La pêche aux infos et équipements a trouvé réponses avec le soutien du Département et de ses services, notamment la PMI, de la Caf, des collectivités locales, du réseau des relais assistants maternels, qui ont fermé leurs portes et suspendu les temps collectifs mais sont restés fortement actifs à distance... La mise en place des mesures de chômage partiel a réduit les baisses de revenus. Sur le terrain, ces professionnels de la petite enfance ont adapté leurs pratiques, renforcé les mesures d'hygiène, repensé l'organisation de l'accueil des tout-petits et des familles. Pas toujours simple ! Les idées n'ont pas manqué. Le lavage

des mains devient vite un jeu. Mais comment éviter de prendre un tout-petit dans les bras ? Entre théorie et pratique, tout est question d'adaptation. Assistants maternels et relais ont multiplié aussi les initiatives pour préserver le lien avec les familles ayant suspendu l'accueil : envoi de propositions de jeux et activités, échange d'infos et photos, rencontres en ligne avec animations... Le déconfinement a suscité aussi de nombreuses questions. L'évolution et l'adaptation des pratiques se poursuivent. Temps collectifs en visio, formations idem, entrent dans les outils de travail et professionnalisation. ■



## Un temps suspendu

Pour les personnes migrantes en cours de procédure, le confinement a signifié des délais et des angoisses supplémentaires. Le point de vue du groupe burgien de la Cimade.

Tout s'est arrêté subitement mi-mars. Guichets uniques pour l'enregistrement des demandes d'asile fermés, convocations annulées à l'OFPPA, transferts « Dublin » suspendus... toutes les démarches ont été gelées, avec cependant une prolongation automatique des droits (titres de séjour comme couverture santé). Dans l'Ain, la Cimade avait également fermé ses permanences pour les personnes migrantes, mais pas son téléphone. « *Nous avons reçu quelques appels pour nous signaler des situations qui dégénéraient en violences, sinon il s'agissait essentiellement de besoins d'hébergement et d'aide alimentaire* », résume **Anne-Claire Gayet**, présidente départementale. Selon la Cimade, le confinement a été particulièrement dur psychologiquement pour les jeunes migrants, réactivant des traumatismes et obscurcissant encore plus un avenir déjà incertain. Elle s'inquiète aussi des emplois au noir qui, notamment pour les migrants sans papiers, « *sont encore moins payés depuis la déconfinement et encore plus précaires* ». Quoi qu'il en soit, la « machine » s'est progressivement remise en route (souvent uniquement sur rendez-vous, comme au service des étrangers de la préfecture, qui ne ménage pas ses efforts pour limiter les retards).

• La Cimade ouvre à la rentrée une seconde permanence à Ambérieu-en-Bugey. Un groupe fonctionne également dans le Pays de Gex. ■

## Les masques de Tremplin

Des milliers de masques ont été fabriqués grâce à des initiatives individuelles ou organisées par des CCAS, des centres sociaux ou des associations. L'atelier couture de Tremplin, structure d'insertion par l'économique, a ré-ouvert pour répondre à la sollicitation de la Ville de Bourg qui a passé commande de 70 000 masques. Un fois réglée la question des normes sanitaires des masques (beaucoup de tergiversations !), Mondial Tissus a fourni les tissus et la fabrication a été partagée entre l'atelier de lingerie 7Fashion (Bourg-en-Bresse) et Tremplin, qui a obtenu le renfort de plus de 150 bénévoles. Un partenariat exemplaire entre deux entreprises privées lucratives et une entreprise de l'économie sociale et solidaire. ■



© Cécile Cerbe

Tremplin qui poursuit la production de masques continue de les vendre à prix coûtant.





# Sanitaire et/ou social

## Avis d'experte

« La crise a aussi révélé du positif : la solidarité entre associations et surtout l'engagement, la créativité et la solidarité de proximité des professionnels. Les acteurs de terrain ont montré leurs capacités à s'organiser sur les territoires de leur propre initiative. » **Danièle Lebrun**, présidente de l'Orsac et de l'Uriopss



**Double regard avec Danièle Lebrun pour prendre du recul : elle préside une association qui a abattu les cloisons entre sanitaire et social, l'Orsac ; elle préside une union hostile aux "silos", l'Uriopss qui solidarise les associations du secteur.**

### INTERVIEW | AGNÈS BUREAU

#### Dans quel état associations et structures sortent-elles de cette crise aiguë ?

Les professionnels sont fatigués. Ils accusent le coup de la tension de ces mois de crise. Les discussions – tardives – sur les primes Covid ont créé du mécontentement voire de l'amertume. L'appréhension persiste sur la circulation du virus, surtout en Ehpad. Les professionnels sont partagés entre la nécessité de rouvrir pour rompre l'isolement des résidents et la crainte de l'épidémie.

#### L'expérience de la crise a-t-elle été très différente dans le sanitaire et le social ?

La prise en compte par l'État et les institutions a été très différente selon les secteurs. C'est une remontée forte du terrain, partagée par toutes les fédérations. Une fois de plus, nous avons très mal vécu le cloisonnement entre le sanitaire, le social et le médico-social. Nous déplorons que l'organisation en silo de notre système de santé et le partage des compétences entre ARS et Départements aient mené à une gestion de la crise cloisonnée. D'un département à l'autre, le soutien aux structures a varié, fort ici et inexistant ailleurs.

#### Ce fut un révélateur de nos dysfonctionnements ?

Le cloisonnement a été très compliqué à gérer. Rien que pour les masques, des circuits différents et parallèles se mettaient en place selon les publics. À l'Uriopss, nous avons plaidé pour une cellule de crise départementale unique, comme cela s'est fait dans l'Ain. Plusieurs plateformes de mise à disposition de personnels ont été ouvertes (pour le médico-social, pour le sanitaire). La lecture n'était ni simple

ni cohérente. Beaucoup d'informations, de consignes et de protocoles circulaient, avec parfois des contradictions. J'ajoute que la vision de la santé était réduite au curatif, centrée sur l'hôpital.

#### Quels sont les enjeux pour les mois à venir ?

L'attente est très forte sur les revalorisations salariales, qui ne doivent pas se limiter aux infirmiers, et sur les réorganisations. Le second enjeu est celui de l'épuisement des professionnels. Nous devons déployer des outils d'appui, de l'analyse de la pratique, de l'écoute... et des retours d'expériences.

#### Les chantiers immédiats... ?

Nous devons retravailler la coordination des acteurs, sans empiler les dispositifs, et le management de proximité. À l'Orsac, la situation a été maîtrisée grâce aux circuits courts de décision et à la proximité entre les équipes de direction et les professionnels dans les services. C'est, dans les associations, un gage d'efficacité et de réponse rapide. Nous devons améliorer l'attractivité des métiers du soin et du « care ». Des informations inquiétantes nous remontent de l'aide à domicile, avec des démissions de professionnels. À plus long terme, nous devons repenser les modèles de tarification, notamment dans les Ehpad. Le Président de la République souhaite aller plus avant dans la décentralisation, c'est une bonne chose. Faisons confiance aux acteurs de terrain et évitons les injonctions contradictoires inévitables quand on a des interlocuteurs différents. Pendant cette crise, les associations ont fait preuve de créativité et d'initiatives. Beaucoup de choses sont possibles. ■

## L'événement éditorial de la rentrée



**Dominique Saint-Pierre, historien, spécialiste du Bugey, revisite de fond en comble la vie de Brillat-Savarin et propose une version annotée et commentée de ses œuvres.**

**Une approche critique qui rétablit bien des vérités et permet de redécouvrir l'auteur de *La Physiologie du goût* sous un autre jour.**

Deux tomes – 940 pages  
Prix de vente : 30 €  
Prix de souscription : 25 €  
Parution fin septembre 2020



www.cleyrianeeditions.com  
cleyriane.editions@gmail.com